

lorsqu'elle est née. Nos chefs d'État et présidents ratifieront bientôt un accord auquel ils sont parvenus à Buenos Aires voici dix jours, en vue de la création d'une ZLEA d'ici 2005. Mais d'autres priorités et d'autres objectifs ont aussi été fixés et ont suscité des plans d'action dans chacun de nos pays. Je fais allusion à l'éducation, qui a suscité un ensemble de politiques publiques dans chacun de nos pays; je me réfère aussi au thème de la justice proposé au Sommet de Santiago, qui a justement abouti à des modifications très importantes dans les systèmes d'administration de la justice, notamment dans notre pays, où nous avons réalisé une réforme en profondeur, la plus importante qui ait été effectuée au cours des 100 dernières années, ou encore au domaine des drogues, qui s'est traduit par l'approche que nous avons adoptée, je veux parler du Mécanisme d'évaluation multilatéral (MEM), et au rapport sur la liberté d'expression de la Commission interaméricaine des droits de la personne.

Cela résume bien les progrès concrets qui découlent des Sommets. Certains pays, dont le Chili, ont entrepris un exercice utile, soit un suivi du *Plan d'action* par l'intermédiaire de divers ministères pour vérifier jusqu'à quel point ils avaient atteint les objectifs proposés aux Sommets en matière de politique intérieure.

Dans cette optique, nous avons présenté publiquement, voici quelques jours, le travail accompli par notre pays à cet égard. Nous croyons que refléter la contribution que la société civile souhaite apporter à ce processus constitue, sans doute possible, une approche constructive et positive, et nous l'apprécions à sa juste valeur.

Après avoir mentionné ces divers points, permettez-moi de souligner le contexte qui entoure ce Sommet. Je veux parler, en particulier, des fortes divergences d'opinion qui existent entre nous tous ici présents, qui sommes assis à cette table afin de nous écouter les uns les autres, et ceux qui, à l'extérieur, tentent de protester contre la mondialisation et le libre-échange.

Il est probable qu'il s'agit là du résultat d'un manque de communication. Nous sommes capables de démontrer — comme l'a dit hier le président Lagos — que le libre-échange, la démocratie et l'intégration sont des instruments fondamentaux pour parvenir à une plus grande égalité des chances et que le libre-échange n'est pas une fin en soi mais un instrument.

D'autre part, il me semble important de comprendre que ceux qui manifestent à l'extérieur expriment un sentiment que nous ne pouvons dédaigner. Un sentiment qui, dirais-je, est plus proche de la frustration et de l'isolement que de la violence. Un sentiment qui, enfin, n'est que l'expression du désir des gens de participer à l'édification de l'avenir.

Quand cet objectif — le désir de participer — s'exprime par des moyens pacifiques, mon gouvernement et mon pays saluent ces expressions qui, en fin de compte, contribuent à améliorer les processus auxquels nous participons. Néanmoins, quand ils s'expriment sous forme de violence, nous les condamnons avec la même force.